

COMPTES CONSOLIDÉS 2012

ÉNERGIE
ENVIRONNEMENT
EAU
ÉOLIEN
RÉSEAUX

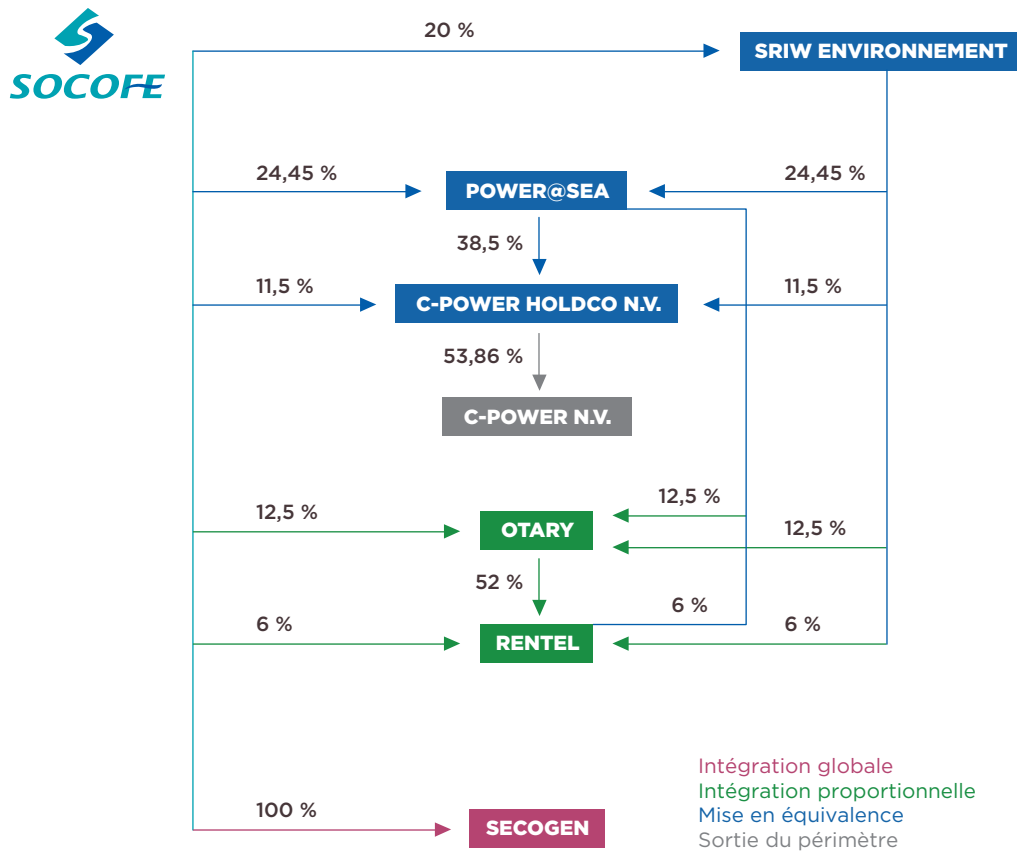
Commentaires des comptes consolidés

1. ACQUISITION ET PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation et les pourcentages détenus sont présentés dans le diagramme ci-dessous.

Au cours de l'exercice 2012, le périmètre du groupe est resté inchangé.

LES PARTICIPATIONS DE SOCOFE AU 31.12.2012 :



Commentaires des comptes consolidés (suite)

2. RÉSULTATS FINANCIERS

En 2012, le groupe a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 25,74 millions €. Il s'inscrit en progression par rapport à celui de SOCOFE sous l'effet notamment :

- du résultat positif de SRIWE (+ 194.107,29 €) et de l'annulation de la réduction de valeur sur SRIWE (+ 2.140.000 €)
- des résultats négatifs de POWER@SEA (- 136.899,59 €), d'OTARY (- 11.332,21 €) et de RENTEL (- 4.747,92 €)
- du résultat positif de C-POWER HOLDCO (+ 26.986,64 €)
- de l'élimination du dividende perçu de SECOGEN (- 350.000 €) malgré un résultat positif.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à 1,03 million €. Celles relatives aux immobilisations en cours et acomptes versés sont le résultat des activités d'OTARY et RENTEL.

Les immobilisations financières, à hauteur de 204,92 millions, sont en augmentation de 29,1 millions € qui se répartissent comme suit :

- 3,71 millions € pour les sociétés mises en équivalence suite à la variation annuelle de leurs réserves de consolidation (libération du capital, résultat de l'année et créances nouvelles) ;
- 25,39 millions € pour les participations et leur créance hors périmètre de consolidation de SOCOFE correspondant aux prises de participation en SWDE, VENTIS et PLUG at SEA ainsi qu'à l'acquisition des parts de PUBLIPART.

Les créances à plus d'un an sont de 0,18 million € et celles à un an au plus se chiffrent à 2,61 millions €. Leur diminution résulte principalement du remboursement par TPF de la créance qui lui avait été accordée en 2011.

Les placements de trésorerie s'élèvent à 111,03 millions €. Les valeurs disponibles au 31/12/2012 sont de 42,38 millions €. Au total, la trésorerie est donc en léger recul par rapport à l'an dernier.

Le compte de régularisation de l'actif s'établit à 1,17 millions d'€.

En 2012, les fonds propres du groupe ont été portés à 352,88 millions € après distribution et sous l'effet d'une croissance de 16,57 millions € des réserves consolidées par rapport à 2011, montant en ligne avec le résultat reporté par SOCOFE.

Depuis 2009, l'endettement à long terme a totalement disparu.

Au total, les dettes à un an au plus se chiffrent à 9,98 millions € et résultent principalement du dividende à verser par SOCOFE.

Le compte de régularisation (produit à reporter) s'établit à 0,02 million €.

Aucune société n'a d'activité en matière de recherche et de développement.

Aucun développement susceptible d'avoir une influence notable sur le développement du groupe depuis la clôture de l'exercice n'a été porté à notre connaissance.

Il n'y a pas lieu de justifier de l'utilisation d'instruments financiers pour le groupe car ce n'est pas pertinent pour l'évaluation de l'actif, du passif, de la situation financière et des pertes et profits de l'entreprise.

Pour le solde, nous renvoyons au rapport de gestion des comptes sociaux de SOCOFE.

Règles d'évaluation

1. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

A. PRINCIPE

1. Intégration globale

La méthode de l'intégration globale est retenue lorsque la filiale est contrôlée par la société mère dans la mesure où :

- soit la société mère possède directement ou indirectement plus de 50% du capital ;
- soit la société mère dispose d'un contrôle exclusif sur les organes de gestion de la société concernée.

Ces règles sont appliquées pour autant que l'image fidèle des comptes consolidés soit assurée.

2. Intégration proportionnelle

La méthode de l'intégration proportionnelle est retenue lorsque la société mère dispose d'un contrôle conjoint.

2. Intégration proportionnelle

La méthode de l'intégration proportionnelle est retenue lorsque la société mère dispose d'un contrôle conjoint.

3. Mise en équivalence

La mise en équivalence est utilisée :

- 1) dans le cas d'influence notable permanente sur l'orientation de la gestion. Elle est présumée lorsque 20% au moins des droits de vote sont détenus directement ou indirectement (article 12 du code des sociétés). Cette présomption serait non fondée si, par exemple, le détenteur des actions n'avait pas accès à la comptabilité, de sorte que l'information requise pour la consolidation ne pourrait être obtenue.
- 2) dans les cas où pour assurer la consolidation pertinente d'une société associée qui est détenue directement et indirectement par SOCOFE, il est nécessaire de mettre également en équivalence la société qui détient directement la société fille (qui répond au critère exposé au point 1) et pour autant que cette participation indirecte de SOCOFE soit significative.

B. DÉROGATION

Il peut être dérogé à ces principes généraux dans les cas d'exclusion qui sont alors explicités ci-dessous.

C. ÉCART DE CONSOLIDATION

Lors de la première consolidation, les écarts de consolidation constatés à cette date sont maintenus en réserve consolidée. Les acquisitions ultérieures feront l'objet de calcul de Goodwill ou Badwill, selon le cas.

2. RÈGLES D'ÉVALUATION

A. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT :

Il peut être dérogé à ces principes généraux dans les cas d'exclusion qui sont alors explicités ci-dessous.

B. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET LES ÉCARTS DE CONSOLIDATION PORTÉS À L'ACTIF DU BILAN :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'origine ou à leur prix de revient.

Les immobilisations incorporelles et les écarts de consolidation portés à l'actif du bilan dont l'usage est limité dans le temps font l'objet d'un plan d'amortissement étalé sur leur durée d'utilité ou d'utilisation probable.

Pour les immobilisations plus spécifiques des filiales, on se référera aux règles des filiales.

Les écarts de consolidation portés à l'actif du bilan sont amortis, en fonction de leur durée d'utilité ou d'utilisation probable, entre 3 ans et 10 ans.

Ces immobilisations font l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels lorsque, en raison de leur altération ou de modifications de circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation par l'entreprise.

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-values ou de dépréciations durables.

Règles d'évaluation (suite)

C. IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, y compris les frais accessoires s'y rapportant.

Règles générales

Les amortissements annuels sont pratiqués, prorata temporis, suivant la méthode linéaire aux taux de base suivants :

Les principales durées d'amortissement sont :

- 30 ans pour les bâtiments administratifs ;
- 10 ans pour les installations, aménagements, rénovations de biens propres ;
- 2 à 10 ans pour le mobilier et le matériel roulant ;
- 3 à 5 ans pour le matériel informatique ;
- 10 à 30 ans pour les autres installations ;
- actifs détenus en location financement : durée du contrat.

Pour les immobilisations plus spécifiques des filiales, on se réfère aux règles des filiales.

Toutefois, la première annuité d'amortissement doit se faire proportionnellement à la partie de l'exercice comptable au cours duquel l'actif a été acquis ou constitué. L'amortissement débute le premier jour du mois qui suit la date d'acquisition.

D. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :

Les participations, actions et parts de sociétés sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, compte tenu des montants restant éventuellement à libérer, mais à l'exclusion des frais accessoires qui sont eux pris en charge dans l'exercice.

Des réductions de valeur sont pratiquées sur tous les titres pour lesquels, en fonction de la situation, de la rentabilité ou des perspectives de la société concernée, une dépréciation durable est constatée.

Une reprise de réduction de valeur exceptionnelle peut être enregistrée lorsqu'une nouvelle évaluation fait apparaître une plus-value sur des titres ayant fait antérieurement l'objet d'une réduction de valeur.

E. CRÉANCES COMPTABILISÉES

EN IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :

Les créances comptabilisées en immobilisations financières sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les titres à revenus fixes sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais accessoires.

Si le remboursement à l'échéance de ces créances ou de ces titres apparaît, en tout ou en partie, incertain ou compromis, une réduction de valeur sera pratiquée à due concurrence.

F. CRÉANCES À PLUS ET À MOINS D'UN AN :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Si leur remboursement à l'échéance apparaît, en tout ou en partie, incertain ou compromis, une réduction de valeur sera pratiquée à due concurrence.

G. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET VALEURS DISPONIBLES :

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais accessoires, ou à leur valeur nominale.

A la clôture de l'exercice, si la valeur de réalisation de ces actifs est inférieure à leur valeur comptable, une réduction de valeur sera pratiquée à due concurrence.

H. DETTES :

Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

I. OPÉRATIONS, AVOIRS ET ENGAGEMENTS EN DEVICES :

Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères font l'objet d'une conversion au cours en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les écarts de conversion négatifs résultant de cette opération sont enregistrés en compte de résultats, les écarts de conversion positifs sont pris en compte de régularisation.

Règles d'évaluation (suite)

Les différences de change constatées sur la réalisation des actifs et passifs monétaires (créances, dettes et emprunts) sont directement portées en compte de résultats.

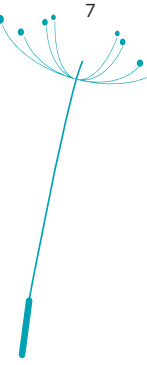
J. IMPÔTS :

La charge fiscale relative à l'exercice est déterminée à la date de clôture en fonction de l'impôt estimé et ce, en tenant compte des versements anticipés et des précomptes imputables.

K. DATE DE CLÔTURE :

Les comptes consolidés sont arrêtés au 31 décembre, date de clôture des comptes de la société mère.

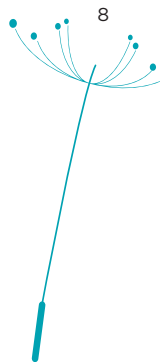
Lorsque la date de clôture des comptes d'une société filiale est comprise entre le 30 septembre et le 31 décembre, ses comptes annuels sont utilisés tels quels ; si la date de clôture est antérieure au 30 septembre, une situation intercalaire au 31 décembre est établie pour les besoins de la consolidation.



1 BILAN CONSOLIDÉ APRÈS RÉPARTITION⁽¹⁾ • ACTIF

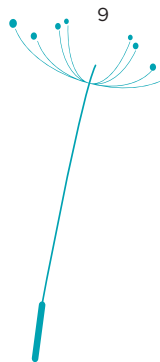
| | | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|---|-------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| Actifs immobilisés | | 20/28 | 205.953.389,90 | 176.168.527,17 |
| Immobilisations incorporelles | 4.8 | 21 | 3.286,81 | 5.392,23 |
| Immobilisations corporelles | 4.9 | 22/27 | 1.032.314,31 | 349.668,27 |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | 65.553,57 | 102.502,41 |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | 966.760,74 | 247.165,86 |
| Immobilisations financières | 4.1-4 | 28 | 204.917.788,78 | 175.813.466,67 |
| Sociétés mises en équivalence | 4.10 | 9921 | 54.563.605,70 | 50.852.557,59 |
| - Participations | | 99211 | 38.846.812,50 | 38.429.712,81 |
| - Créances | | 99212 | 15.716.793,20 | 12.422.844,78 |
| Autres entreprises | 4.10 | 284/8 | 150.354.183,08 | 124.960.909,08 |
| - Participations, actions et parts | | 284 | 149.621.898,50 | 124.228.624,50 |
| - Créances | | 285/8 | 732.284,58 | 732.284,58 |
| Actifs circulants | | 29/58 | 157.365.732,60 | 173.202.295,39 |
| Créances à plus d'un an | | 29 | 175.000,00 | 175.000,00 |
| Autres créances | | 291 | 175.000,00 | 175.000,00 |
| Créances à un an au plus | | 40/41 | 2.609.642,58 | 6.068.712,04 |
| Créances commerciales | | 40 | 357.853,03 | 239.694,02 |
| Autres créances | | 41 | 2.251.789,55 | 5.829.018,02 |
| Placements de trésorerie | | 50/53 | 111.026.863,23 | 130.000.000,00 |
| Autres placements | | 51/53 | 111.026.863,23 | 130.000.000,00 |
| Valeurs disponibles | | 54/58 | 42.384.643,36 | 34.631.467,91 |
| Comptes de régularisation | | 490/1 | 1.169.583,43 | 2.327.115,44 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 20/58 | 363.319.122,50 | 349.370.822,56 |

(1) Article 124 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.



1 BILAN CONSOLIDÉ APRÈS RÉPARTITION⁽¹⁾ • PASSIF

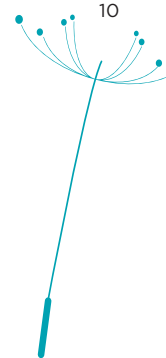
| | | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|---|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| Capitaux propres | | 10/15 | 352.880.782,13 | 336.314.505,34 |
| Capital | | 10 | 114.703.000,00 | 114.703.000,00 |
| Capital souscrit | | 100 | 114.703.000,00 | 114.703.000,00 |
| Primes d'émission | | 11 | 5.249.474,86 | 5.249.474,86 |
| Réserves consolidées | (+)/(-) 4.11 | 9910 | 232.841.735,26 | 216.275.458,47 |
| Ecarts de consolidation négatifs | 4.12 | 9911 | 86.572,01 | 86.572,01 |
| Provisions, impôts différés et latences fiscales | | 16 | 439.102,41 | 441.358,41 |
| Provisions pour risques et charges | | 160/5 | 439.102,41 | 441.358,41 |
| - Charges fiscales | | 161 | 439.102,41 | 420.358,41 |
| - Autres risques et charges | | 163/5 | | 21.000,00 |
| Dettes | | 17/49 | 9.999.237,96 | 12.614.958,81 |
| Dettes à un an au plus | 4.13 | 42/48 | 9.977.217,31 | 12.605.808,13 |
| Dettes commerciales | | 44 | 682.753,67 | 97.838,47 |
| - Fournisseurs | | 440/4 | 682.753,67 | 97.838,47 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | | 45 | 118.223,64 | 120.045,66 |
| - Impôts | | 450/3 | 54.898,70 | 58.629,00 |
| - Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | 63.324,94 | 61.416,66 |
| - Autres dettes | | 47/48 | 9.176.240,00 | 12.387.924,00 |
| Comptes de régularisation | | 492/3 | 22.020,65 | 9.150,68 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 363.319.122,50 | 349.370.822,56 |



2 COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

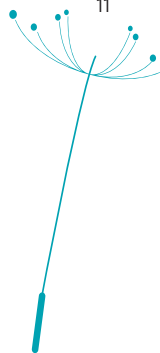
(ventilation des résultats d'exploitation en fonction de leur nature)

| | | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|--|---------|-------|---------------|--------------------|
| Ventes et prestations | | 70/74 | 518.211,49 | 829.451,75 |
| Chiffre d'affaires | 4.14 | 70 | 198.369,13 | 169.559,99 |
| Production immobilisée | | 72 | | 247.165,86 |
| Autres produits d'exploitation | | 74 | 319.842,36 | 412.725,90 |
| Coût des ventes et des prestations | | 60/64 | 1.433.776,57 | 1.890.254,51 |
| Services et biens divers | | 61 | 889.702,40 | 1.251.623,33 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | 4.14 | 62 | 504.518,34 | 486.311,83 |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | 39.054,26 | 36.298,21 |
| Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) | (+)/(-) | 635/7 | -2.256,00 | 40.394,00 |
| Autres charges d'exploitation | | 640/8 | 2.757,57 | 75.627,14 |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration | (-) | 649 | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation | (+)/(-) | 9901 | -915.565,08 | -1.060.802,76 |
| Produits financiers | | 75 | 26.996.479,13 | 22.390.448,25 |
| Produits des immobilisations financières | | 750 | 24.405.170,10 | 21.028.580,93 |
| Produits des actifs circulants | | 751 | 2.591.307,19 | 1.361.867,32 |
| Autres produits financiers | | 752/9 | 1,84 | |
| Charges financières | | 65 | 34.086,92 | 107.296,69 |
| Charges des dettes | | 650 | 1.295,34 | 1.936,84 |
| Autres charges financières | | 652/9 | 32.791,58 | 105.359,85 |
| Bénéfice (Perte) courant avant impôts | (+)/(-) | 9902 | 26.046.827,13 | 21.222.348,80 |
| Produits exceptionnels | | 76 | | 1.739.734,89 |
| Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés | | 763 | | 1.739.734,89 |



2 COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS (suite)

| | | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|---|--------------|-------|---------------|--------------------|
| Charges exceptionnelles | | 66 | 370.000,00 | 297,49 |
| Réductions de valeur sur immobilisations financières | | 661 | 370.000,00 | |
| Autres charges exceptionnelles | 4.14 | 664/8 | | 297,49 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts | (+)/(-) | 9903 | 25.676.827,13 | 22.961.786,20 |
| Impôts sur le résultat | (+)/(-) 4.14 | 67/77 | 18.504,68 | 15.918,63 |
| Impôts | | 670/3 | 18.504,68 | 15.918,63 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice | (+)/(-) | 9904 | 25.658.322,45 | 22.945.867,57 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence | (+)/(-) | 9975 | 84.194,34 | -2.038.221,78 |
| Résultats en bénéfice | | 99751 | 221.093,92 | 118.765,59 |
| Résultats en perte | | 99651 | 136.899,58 | 2.156.987,37 |
| Bénéfice (Perte) consolidé | (+)/(-) | 9976 | 25.742.516,79 | 20.907.645,79 |
| Part du groupe | (+)/(-) | 99762 | 25.742.516,79 | 20.907.645,79 |



2 ANNEXE

I. Liste des filiales consolidées et des sociétés mises en équivalence

DÉNOMINATION, ADRESSE COMPLÈTE DU SIÈGE ET, POUR LES SOCIÉTÉS DE DROIT BELGE, MENTION DU NUMÉRO D'ENTREPRISE

| DÉNOMINATION, ADRESSE COMPLÈTE DU SIÈGE ET, POUR LES SOCIÉTÉS DE DROIT BELGE, MENTION DU NUMÉRO D'ENTREPRISE | MÉTHODE UTILISÉE (G/P/E1/E2/E3/E4) ^{(1) (2)} | FRACTION DU CAPITAL DÉTENUE ⁽³⁾ (en %) | VARIATION DU % DE DÉTENTION DU CAPITAL Par rapport à l'exercice précédent ⁽⁴⁾ |
|--|--|--|---|
| SECOGEN SA Avenue Maurice Destenay 13 • 4000 Liège 1 • BELGIQUE BE 0450.241.336 | G | 100,00 | 0,00 |
| C-POWER HOLDCO sa Schelvedijk 30 • 2070 Zwijndrecht • BELGIQUE • BE 0472.967.347 | E1 | 25,10 | 0,00 |
| SRIW ENVIRONMENT sa Avenue Maurice Destenay 13 • 4000 Liège 1 • BELGIQUE BE 0426.519.918 | E1 | 20,00 | 0,00 |
| POWER@SEA sa Schelvedijk 30 • 2070 Zwijndrecht • BELGIQUE • BE 0468.783.479 | E1 | 29,34 | 0,00 |
| RENTEL SA Slijkensesteenweg 2 • 8400 Oostende • BELGIQUE BE 0842.251.889 Eléments desquels résulte la direction conjointe: ELECTRAWINDS OFFSHORE GROEN ENERGIE MAATSCHAPPIJ DEME RENT-A-PORT Z-KRACHT SOCOFE SRINENVI POWER@SEA OTARY | P | 18,66 | 0,00 |
| OTARY SA Slijkensesteenweg 2 • 8400 Oostende • BELGIQUE BE 0833.507.538 Eléments desquels résulte la direction conjointe: ELECTRAWINDS OFFSHORE GROEN ENERGIE MAATSCHAPPIJ DEME RENT-A-PORT Z-KRACHT SOCOFE SRINENVI POWER@SEA | P | 18,67 | 0,00 |

1 G: Consolidation globale

P: Consolidation proportionnelle (avec mention, dans la première colonne, des éléments desquels résulte la direction conjointe)

E1: Mise en équivalence d'une société associée (article 134, alinéa 1^{er}, 3^e de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant d'exécution du Code des sociétés)

E2: Mise en équivalence d'une filiale de fait et dont l'inclusion dans la consolidation serait contraire au principe de l'image fidèle (article 108 de l'arrêté royal précité)

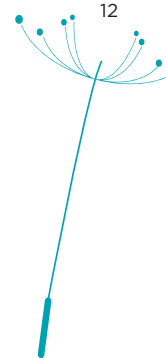
E3: Mise en équivalence d'une filiale dont les activités sont à ce point différentes que son inclusion serait contraire au principe de l'image fidèle (article 108 de l'arrêté royal précité)

E4: Mise en équivalence d'une filiale en liquidation, d'une filiale ayant renoncé à poursuivre ses activités, d'une filiale sans perspective de continuité des activités (article 109 de l'arrêté royal précité)

2 Si une variation du pourcentage de détention du capital entraîne une modification de la méthode utilisée, la nouvelle méthode est suivie d'un astérisque

3 Fraction du capital détenue dans ces entreprises par les entreprises comprises dans la consolidation et par des personnes agissant en leur nom propre mais pour le compte de ces entreprises

4 Si la composition de l'ensemble consolidé a été, au cours de l'exercice, affectée de manière notable par des variations de ce pourcentage, des renseignements complémentaires sont fournis dans la section CONSO 4.5. (article 112 de l'arrêté royal précité)

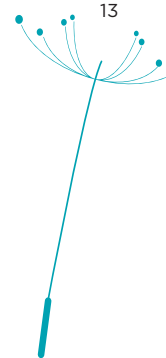


2 XIII • CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES (rubrique 20 de l'actif)

| | CODES | MONTANTS |
|--|------------|-----------------|
| Valeur d'acquisition | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 8052P | 26.308,12 |
| Mutations de l'exercice : | | |
| Au terme de l'exercice | 8052 | 26.308,12 |
| Amortissements et réductions de valeur | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 8122P | 20.915,89 |
| Mutations de l'exercice : | | |
| - Actés | 8072 | 2.105,42 |
| Au terme de l'exercice | 8122 | 23.021,31 |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 211 | 3.286,81 |

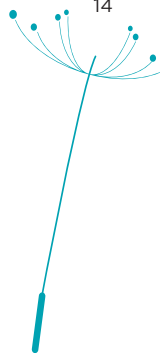
2 IX • ÉTATS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (rubriques 22 à 27 de l'actif)

| CODES | 3. MOBILIER ET MATÉRIEL, ROULANT (RUBRIQUE 24) | 5. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (RUBRIQUE 26) | IMMOBILISATION EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS | |
|--|--|--|--|-------------------|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 819P | 243.894,08 | 221.438,51 | 247.165,86 |
| Mutations de l'exercice : | | | | |
| - Acquisitions, y compris la production immobilisée | 816 | 5.722,89 | | 719.594,89 |
| Au terme de l'exercice | 819 | 243.894,08 | 221.438,51 | 966.760,74 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 832P | 141.391,67 | 221.438,51 | |
| Mutations de l'exercice : | | | | |
| - Actés | 827 | 36.948,84 | | |
| Au terme de l'exercice | 8323 | 178.340,51 | 221.438,51 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | | 65.553,57 | | 966.760,74 |



2 X • ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (rubrique 28 de l'actif)

| | CODES | 1. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE (rubrique 99211) | 2. AUTRES ENTREPRISES (rubrique 284) |
|---|--------------|--|--|
| PARTICIPATIONS | | | |
| Valeur d'acquisition | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 839P | 10.909.215,34 | 160.541.904,08 |
| Mutations de l'exercice : | | | |
| - Acquisitions | 836 | | 56.743.818,97 |
| - Transferts d'une rubrique à une autre | 8382 | | -905.544,97 |
| Au terme de l'exercice | 839 | 10.909.215,34 | 216.380.178,08 |
| Plus-value au terme de l'exercice précédent | 845P | | |
| Réductions de valeur | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 852P | | 345.498,00 |
| Au terme de l'exercice | 852 | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8472 | | 370.000,00 |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8522 | | 715.498,00 |
| Montants non appelés | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 855P | | 35.967.781,58 |
| Mutations de l'exercice : | (+) (-) 8542 | | 30.075.000,00 |
| Au terme de l'exercice | 855 | | 66.042.781,58 |
| Variations des capitaux propres | (+)/(-) | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 9994P | 27.520.497,47 | |
| - Quote-part dans le résultat de l'exercice | 99941 | 84.194,34 | |
| - Eliminations du montant des dividendes afférents à ces participations | 99942 | | |
| - Autres types de variations des capitaux propres | 99943 | 332.905,35 | |
| Au terme de l'exercice | 9994 | 27.937.597,16 | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 99211 | 38.846.812,50 | 149.621.898,50 |
| CRÉANCES | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent | 28P | 12.422.844,78 | 732.284,58 |
| Mutations de l'exercice : | | | |
| - Additions | 8582 | 2.008.067,15 | |
| - Autres | 8631 | 1.285.881,27 | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 15.716.793,20 | 732.284,58 |

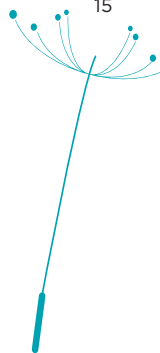


2 XI • ETAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES (rubrique 9910 du passif)

| | CODES | MONTANTS |
|---|----------------|----------------|
| Réserves consolidées au terme de l'exercice précédent | 9910P | 216.275.458,47 |
| Mutations de l'exercice : | | |
| - Quote-part du groupe dans le résultat consolidé | (+)/(-) 99002 | 25.742.516,79 |
| - Autres variations | (+)/(-) 99003 | -9.176.240,00 |
| Réserves consolidées au terme de l'exercice | (9910) | 232.841.735,26 |

2 XII • ETAT DES ÉCARTS DE CONSOLIDATION ET DE MISE EN ÉQUIVALENCE (rubrique 9920 du passif)

| | CODES | ÉCARTS NÉGATIFS DE CONSOLIDATION |
|---|--------|-------------------------------------|
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent | 99072P | 86.572,01 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 99072 | 86.572,01 |



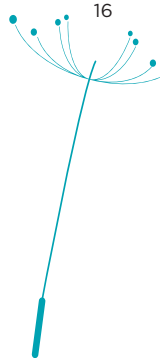
2 XIV • RÉSULTATS

| | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|--|-------|------------|--------------------|
| B. Effectif moyen du personnel (en unités) et frais de personnel | | | |
| B11. Effectif moyen du personnel | 90901 | 4 | 4 |
| - Employés | 90921 | 4 | 4 |
| B12. Frais de personnel* | | | |
| - Rémunérations et charges sociales | 99621 | 504.518,34 | 486.311,83 |
| B13. Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises concernées | 99081 | 4 | 4 |
| C. Résultats exceptionnels | | | |
| C1. Ventilation des autres charges exceptionnelles (rubrique 764/9) | | | |
| - Ecart s/libération de capital SRIW Env. | | 0,00 | 297,49 |

* (rubrique 62 du compte de résultats)

2 XV • DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

| EXERCICE | CODES |
|--|---------------|
| Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers | 9149 |
| | 10.686.891,11 |



2 **XVI • RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION QUI NE SONT PAS COMPRIS DANS LA CONSOLIDATION**

| | 2. ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION | | |
|--------------------------------|---|----------------|-------------------|
| | CODES | EXERCICE | EXERCICE PRÉCÉDEN |
| 1. Immobilisations financières | | | |
| - Participations et actions | 926 | 149.621.898,50 | 124.228.624,50 |
| 2. Créances | 929 | 750.000,00 | 750.000,00 |
| - A plus d'un an | 930 | 750.000,00 | 750.000,00 |

2 **XVII • RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS OU GÉRANTS DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE**

| EXERCICE | CODES | |
|--|-------|------------|
| A. Montant global des rémunérations allouées en raison de leurs fonctions dans celle-ci, dans ses filiales et dans ses sociétés associées, y compris le montant des pensions de retraite allouées au même titre aux anciens administrateurs ou gérants | 99097 | 464.571,74 |
| - <i>Emoluments pour l'exercice d'un mandat de commissaire</i> | 9505 | 5.115,00 |

Rapport du Commissaire

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ANONYME SOCOFE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés, ainsi que les mentions complémentaires requises.

ATTESTATION SANS RÉSERVE DES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 363.319.122,50 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 25.742.516,79 €.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable, ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

MENTIONS ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

— Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer



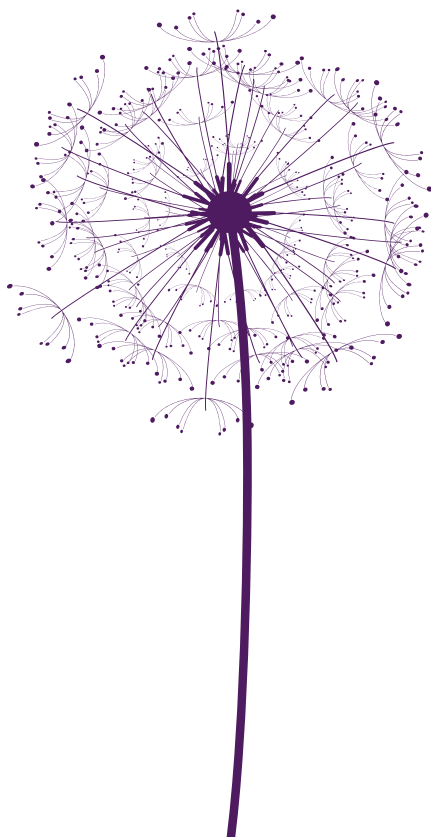
Rapport du commissaire (suite)

sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Fait à Gosselies, le 26 avril 2013



RSM – INTERAUDIT SCRL
Commissaire représentée par
Céline ARNAUD et Thierry LEJUSTE



ÉNERGIE

ENVIRONNEMENT

EAU

ÉOLIEN

RÉSEAUX

Avenue Maurice Destenay 13 • 4000 Liège

Tél.: 04 223 80 11 • Fax : 04 223 25 28

info@socofe.be • www.socofe.be

TVA : BE 0472.085.439